

<http://ugtg.org/spip.php?article561>



# Emploi - Formation : "Il faut gagner en autorité politique"

- Expressions - Entretiens -



Date de mise en ligne dimanche 12 octobre 2008

Date de parution 12 février 2006

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

**Raymond Gauthierot** : Il faut gagner en autorité politique.

Les réalités guadeloupéennes ne sont pas celles de la France. Les dispositions prises dans l'Hexagone et en Europe ne sont pas compatibles avec la Guadeloupe. Les politiciens devraient avoir le courage d'imposer un programme économique favorable à notre pays.

Nous sommes gérés par un système colonial où tout est fait en faveur du pays dominateur. Ainsi, nous consommons à **95%** des produits d'importation. Nous sommes devenus une plate-forme de consommation alors que 45% de ces 95% pourraient être produits ou transformés sur place, et créer de l'emploi.

Nous sommes dans un système injuste qui profite à la France. Les **5%** produits par la Guadeloupe sont la banane, le sucre et le rhum. Si la France voulait dispatcher ces produits dans toute l'Europe, nous n'aurions pas assez de terre !

Nous sommes conscients que la France n'a plus besoin de nous, elle nous retient pour des raisons sociales, et géo-politiques relatives au maintien de sa présence dans la Caraïbe.

Ayons le courage de dire à la France que nous exigeons de prendre en mains nos réalités économiques.

**Guadeloupe Formation Emploi** : Vos propos sont plus d'ordre politique qu'économique...

**RG** : On ne fait pas d'économie sans politique. Il faut d'abord prendre des décisions politiques puis passer aux mesures économiques.

La deuxième disposition à prendre concerne les jeunes. Il faut qu'ils s'orientent vers des professions qui correspondent

aux besoins futurs de la Guadeloupe.

Troisième disposition : priorité de l'emploi aux Guadeloupéens.

**GFE** : C'est un raisonnement que tient le Front national...

**RG** : Votre remarque me permet de préciser que nous ne sommes ni contre les blancs, ni racistes. Nous reconnaissons que la Guadeloupe est multiple, à commencer par ma famille puisque mon grand-père est blanc. Mais on ne peut pas oublier que nous comptons 33% de chômeurs.

Au passage, je vous ferai remarquer que dans les régions de France où le taux de chômage atteint ce niveau là, on brûle des voitures tous les jours.

**GFE** : Selon vous, quelles mesures économiques, les collectivités locales devraient-elles prendre pour favoriser l'emploi ?

**RG** : Nous ne sommes pas d'accord avec la politique de formation professionnelle du Conseil régional, s'il en a une, car cela fait un an, qu'il ne se passe rien. Nous nous insurgons contre cela. Des centaines de jeunes diplômés pourraient s'insérer professionnellement, il leur manque juste un petit complément de formation.

Cet état de fait pousse les employeurs à recruter en France. Or, les cadres métropolitains bénéficient de nombreux avantages, ils peuvent rapidement se permettre d'acheter un terrain et de construire alors que nous les Guadeloupéens, notre pouvoir d'achat ne nous permet plus d'acheter un terrain et de construire. Si la situation ne change pas, dans une dizaine d'années, il faut s'attendre à connaître des événements comme ceux qui se sont produits en Côte d'Ivoire.

**GFE** : Que pensez-vous des mesures d'aides aux entreprises ?

**RG** : Nous ne sommes pas systématiquement contre mais il y a des améliorations à apporter dans ce domaine. Les aides seraient plus efficaces si elles accompagnaient une vraie volonté politique de développer l'activité économique. De manière générale, nous regardons ces aides avec énormément de prudence car beaucoup d'argent

public a été dépensé dans des secteurs où des licenciements économiques ont suivi. Les exemples sont nombreux, je n'en prendrai qu'un, celui de l'hôtellerie où les subventions de la Région ont été détournées, elles ont servi à autre chose.

Nous disons donc oui à une aide adaptée à la situation sociale de la Guadeloupe mais avec des garanties. Les entreprises aidées devraient avoir l'obligation de recruter et de diminuer le nombre d'emplois précaires.

Par ailleurs, la majeure partie des aides doit bénéficier aux entreprises de moins de 10 salariés car elles représentent 80% du nombre total des entreprises. Si ces entreprises recrutaient ne serait-ce qu'un salarié, cela diminuerait de moitié le chômage en Guadeloupe. Enfin, il serait temps de remettre en cause certains interdits comme celui de raffiner le sucre, qui remonte à l'époque de Colbert, ou celui de négocier nous-mêmes des accords de pêche. Ce sont aussi des freins au développement économique.

**GFE** : Votre désir d'indépendance va-t-il jusqu'à accepter de perdre les avantages acquis ?

**RG** : La Guadeloupe sera indépendante, c'est un droit universel, et c'est surtout une volonté populaire qui se renforce. Elle le sera quand une majorité de Guadeloupéens la prendra sur des bases claires ou les avantages, et le travail à accomplir, seront connus de tous.

Tous les jours, les patrons, l'Etat reviennent sur les acquis des travailleurs. Tous les jours, les travailleurs se battent pour préserver leurs acquis, avec plus ou moins de succès. Ils en ont déjà perdu beaucoup.

**In : Guadeloupe Formation Emploi - Revue du  
CARIF-OREF / Février 2006 / n°19**